



Section Gironde

CTL du 14 novembre 2018

FO-DGFIP QUITTE LA SEANCE

Ce mercredi 14 novembre, la direction locale nous avait convoqués à ce comité technique, pour continuer à supprimer des services et des emplois. Pour preuve, étaient inscrits à l'ordre du jour les fusions des SPF de Gironde, ce à quoi **FO-DGFIP** est fermement opposé.

En même temps, rien ne pressait mais la direction, conduisant l'Adaptation des Structures et du Réseau au pas de charge, ne pouvait pas attendre la fin de la période électorale.

En même temps, **FO-DGFIP** a rappelé à la direction que les agents souffraient dans leur quotidien. Non seulement, ils endurent les réorganisations et le mécontentement des usagers, mais ils subissent eux aussi les taxes qui frappent sans distinction.

En même temps, avec PPCR, les quelques points d'indice donnés en contrepartie d'un transfert de primes engendrent la suppression de la GIPA pour beaucoup d'agents. «C'est toujours ça de récupéré pour le petit Gérald».

FO-DGFIP a rappelé que depuis des dizaines d'années, nous avons toujours les mêmes revendications sur le pouvoir d'achat, revendications que les pouvoirs publics méprisent.

FO-DGFIP a rappelé qu'il y a 30 ans le gouvernement Mauroy avait donné un statut aux fonctionnaires territoriaux recrutés entre autre par les Maires sur recommandations ou sur les idées...En même temps, **FO-DGFIP** a dénoncé la mise en place de plans de départ volontaire et la généralisation du contrat dans la fonction publique d'État décidés par «la République en marche arrière» vers l'ancien monde, le pire, l'obscur. Un monde de déprotection refait surface et devient le nouveau...

FO-DGFIP a précisé que si elle ne participe pas au mouvement du 17 novembre, elle partage la colère légitime contre la hausse du carburant qui affecte non seulement les automobilistes mais aussi les laissés pour compte du pouvoir d'achat. Alors que ce mouvement semble prendre de l'ampleur, le gouvernement est prêt à en découdre avec la matraque.

En même temps, le gouvernement a peur de cette jacquerie «aux gilets jaunes» et regrette que les syndicats n'organisent pas le mouvement... Mais le Président rêvait d'un monde sans corps intermédiaires. Il récolte ce qu'il a semé en méprisant les syndicats.

Dans ce contexte, **FO-DGFIP** a quitté la séance, invitant ses homologues à faire de même. Ce n'est pas dans nos habitudes mais par cette démarche, **FO-DGFIP** a voulu faire entendre la colère des agents.

FO-DGFIP continuera inlassablement à porter les revendications des salariés, partout et en toutes circonstances.

Non content de subir la dégradation de leurs conditions de travail, avec un point d'indice bloqué depuis 2010, le pouvoir d'achat des agents de la DGFIP est en berne. Le volume des promotions ne cesse de diminuer scandaleusement.

En un an, le coût de la vie s'est emballé : fuel domestique : +26%, gaz : +24%, alimentation : +2,8%, loyers : +1,6%... Et dans un contexte où le coût de l'immobilier a souvent contraint les travailleurs à augmenter la distance lieu de résidence/travail, les rendant otages malgré eux de la contrainte et du coût des transports, les prix des carburants ont augmenté de 21% pour le diesel et de 15% pour l'essence (notamment en raison des taxes qui représentent 60% des prix à la pompe). Le gouvernement s'acharne avec l'annonce de nouvelles augmentations des taxes sur les carburants de façon continue jusqu'en 2022 (au 1er janvier 2019 : +6,5 centimes pour le diesel et +3 centimes pour l'essence), ce qui provoque une légitime colère des salariés qui n'ont pas d'alternative.

En parallèle, la rigueur est de mise sur les salaires, le point d'indice du traitement des fonctionnaires reste bloqué et les retraités ont subi une hausse de la CSG de 25%. Et ce malgré un gouvernement vantant son action en faveur du pouvoir d'achat des plus défavorisés "grâce à la suppression des cotisations chômage" dénoncée par Force Ouvrière car véritable cadeau empoisonné. Le pseudo-gain de 15 € net par mois pour un salaire de 1 200 € ne suffit pas pour compenser les augmentations de taxes... D'une manière plus générale c'est donc l'ensemble des salariés et des retraités qui subit la baisse du pouvoir d'achat en étant ponctionnés de toutes parts.

FO-DGFIP pense que le rapport de force est nécessaire et revendique :

L'arrêt immédiat des restructurations, fusions

L'arrêt immédiat des suppressions d'emplois

La création d'emplois statutaires nécessaires au fonctionnement des services pour compenser les suppressions d'emplois

Le maintien d'un service public de proximité

La revalorisation du point d'indice

Le maintien de la GIPA

La création d'une prime de transport

FO-DGFIP - CITE ADMINISTRATIVE - RUE JULES FERRY, 14° ETAGE - TOUR A, 33090 BORDEAUX CEDEX - 05 56 24 81 53

DU 29 NOVEMBRE AU 6 DÉCEMBRE 2018

Je Vote

FO
DGFIP